

## DOSSIER

LA FINANCE PEUT-ELLE  
SAUVER  
LE CLIMAT ?

À quelques semaines de la grande Conférence de Paris sur le climat, tous les voyants semblent au rouge. L'objectif sera de trouver un accord afin de limiter l'augmentation de la température à moins de 2°C, comme le recommande le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Les énergies fossiles, responsables à elles seules de 80 % des émissions de CO<sub>2</sub>, sont particulièrement pointées du doigt. Pourtant, États et banques continuent à investir massivement dans le secteur. La sortie de crise est peut-être justement à chercher du côté financier. Le spectre d'une « bulle carbone » menace de plus en plus les marchés, et de nombreuses voix s'élèvent, dénonçant le peu de considérations éthiques de ce type d'investissement. Et si la finance pouvait sauver le climat ?

© Kris Krüg

## DOSSIER

ÉNERGIES FOSSILES,  
STOP OU ENCORE ?

La campagne de désinvestissement contre l'apartheid avait fait grand bruit dans les années 80. Trente ans plus tard, un mouvement similaire se lève, cette fois contre les énergies fossiles. La mobilisation citoyenne sera-t-elle plus forte que le carbone ?

Julien Collinet

Tout un symbole et une victoire retentissante pour les militants écologistes. Fin 2014, via leur fondation, les héritiers Rockefeller, annonçaient qu'ils allaient retirer tous leurs actifs investis dans le secteur des énergies fossiles. Près de 860 millions de dollars jusqu'alors placés dans des sociétés productrices de charbon, de gaz ou de pétrole seront abandonnés, alors que la famille Rockefeller elle-même avait bâti sa fortune sur l'or noir. Certes le processus, prendra plusieurs années, mais il représente un succès marquant. À un moment, la lutte contre le réchauffement climatique enchaînait désillusion sur désillusion. Ici, on attire enfin l'intérêt, se réjouit Nicolas Haeringer, coordinateur francophone de la campagne « Fossil free », lancée par l'ONG 350.org. Le mouvement de désinvestissement du secteur des énergies fossiles trouve ses racines en 2012, au cœur des campus des universités américaines. Spontanément, des étudiants se sont mobilisés pour réclamer de leurs établissements, qui se financent sur les marchés, l'arrêt de tout investissement dans le secteur fossile. Le mouvement s'est, depuis, internationalisé et les militants ont ciblé d'autres investisseurs : institutions religieuses, publiques et fondations. Et même des assurances ou des banques. Les géants français Axa et Crédit Agricole annonçaient, de leur côté, au printemps, se retirer du charbon, l'énergie fossile de loin la plus polluante. De grands médias, à l'image du Guardian ont également emboîté le pas. Le quotidien britannique social-libéral plaide pour le désinvestissement sous l'étendard du slogan « Keep it in the ground ! » (« Laissez-les dans le sol ! »). Neuf journalistes à plein temps ont été affectés à ce seul sujet. Le réchauffement climatique apparaît comme un problème insoluble. Le désinvestissement offre enfin un type d'action identifiable, poursuit Nicolas Haeringer. Oui, on peut agir sur nos modes de consommation, arrêter de surconsommer. Mais le réchauffement climatique est aussi causé par certaines structures et leur vulnérabilité se situe à Wall Street. Si le secteur des énergies fossiles est ciblé en priorité, c'est parce qu'il est en majeure partie responsable du réchauffement climatique. Les énergies fossiles représentent plus de 80 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> selon l'agence internationale de l'énergie (AIE). D'après une étude publiée par la revue Climatic Change, 90 multinationales seraient responsables à elles seules des deux tiers des émissions de gaz à effet de serre entre 1854 et 2010. Sur le podium de ce triste classement, se retrouvent exclusivement des pétroliers : Chevron, ExxonMobil, BP et Shell...

## L'inaction serait catastrophique

En 2009, lors de la conférence de Copenhague, les États s'étaient engagés à limiter l'augmentation de la température globale terrestre à 2°C par rapport aux niveaux précédant la révolution industrielle. Pour ne pas dépasser ce seuil, on ne peut pas brûler plus de 565 gigatonnes de CO<sub>2</sub>, précise Nicolas Haeringer. Or, il y a 3000 gigatonnes de réserves fossiles. Cela veut dire qu'il faut laisser 80 % des réserves dans le sol et ne surtout pas exploiter de nouveaux gisements. Et, selon la Banque Mondiale, il y a urgence. Au rythme actuel,



© 350.org

la température devrait augmenter de 4°C d'ici la fin du siècle. Une telle hausse nous conduirait à un monde aux prises avec des phénomènes climatiques extrêmes, semant la dévastation et la misère. Les vagues de chaleur extrême, l'élévation du niveau des mers, les tempêtes de plus grande intensité, les sécheresses et les inondations menaceront les populations les plus vulnérables du monde, détaille l'institution dans un rapport. Les conséquences se feraient même déjà sentir. En Inde, au printemps dernier, 2500 personnes trouvaient la mort. Un drame causé par des températures trop importantes lors d'un épisode caniculaire ; en quelques jours, 1000 personnes périrent au Pakistan, fin juin, lors d'un événement similaire... Rien ne permet d'établir un lien direct entre le réchauffement climatique et ces catastrophes. Il n'empêche... : l'année 2014 a été



la plus chaude jamais enregistrée sur l'ensemble du globe depuis le début des relevés de températures en 1880. Et ce record serait en passe d'être battu dès 2015. Si les canicules demeurent un phénomène naturel, le risque d'être confronté à un été extrêmement chaud serait 10 fois plus élevé à cause du réchauffement climatique, selon les experts britanniques du Centre Hadley pour la recherche et prévision climatique. La campagne de désinvestissement prend donc tout son sens.

## Le mouvement est en train de gagner la bataille de la communication

### Un impact limité

À la fin de l'année dernière, 350.org avait sensibilisé 181 organisations pour un désinvestissement total de 50 milliards d'euros. Si la somme paraît considérable, elle reste toute relative. Le secteur des énergies fossiles pèse environ 5000 milliards de dollars. Pire, si toutes les énergies fossiles encore sous terre sont exploitées, le profit potentiel atteint 27 000 milliards de dollars ! De plus toutes ces annonces seraient à relativiser. *Les institutions qui ont joué le jeu avaient déjà des considérations éthiques dans leurs placements. Et le désinvestissement n'est que souvent partiel, tempère Carole Mathieu, chercheuse au Centre Energie de l'IFRI.* L'annonce du retrait du fonds souverain norvégien, le plus grand fonds d'investissement au monde, faisait grand bruit en juin dernier. En réalité, seuls les actifs détenus auprès d'entreprises minières ou énergétiques où le charbon représente plus de 30 % de l'activité ou du chiffre d'affaires seront revendus. *Le charbon est de loin le fossile le plus polluant. Mais il est aussi beaucoup moins capitalistique que le pétrole ou le gaz. L'impact du désinvestissement n'en est donc que très limité. Il n'y a aucun risque de déstabilisation du secteur.*

### Stigmatiser le carbone

Le vaste mouvement de désinvestissement qui agite les défenseurs du climat est toutefois en train de gagner une bataille, celle de la communication. *Il n'y a certes pas de crainte réelle pour le financement des gros gaziers ou pétroliers, continue Carole Mathieu, mais ces stratégies reçoivent un écho très important. Cela stigmatise les énergies fossiles auprès de la société civile. Et même des grandes entreprises. Ultra-soucieux de leur image, les géants de l'économie numérique rivalisent d'ingéniosité pour utiliser de l'énergie « propre » afin d'alimenter leurs data-centers énergivores.* Facebook a installé le sien en Suède afin de profiter de l'énergie hydraulique du pays et des fraîches températures scandinaves. Amazon annonçait, en juillet, la construction d'une gigantesque ferme éolienne de 208 MW (de quoi alimenter en électricité l'équivalent de 61 000 foyers par an !). Car l'autre objectif du désinvestissement est bien là. Une fois retiré des combustibles fossiles, l'argent a pour vocation d'être redirigé vers des énergies vertes. Un chantier à la hauteur du défi climatique. Atteignant 310 milliards de dollars sur l'année 2014, les financements vers les énergies renouvelables progressent. Mais on est encore loin des 1100 milliards annuels estimés nécessaires par l'AIE, et loin derrière les 950 milliards investis chaque année dans les fossiles. Le collectif des économistes atterrés ou le prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, pensent de leur côté que la transition énergétique permettra de renforcer une économie en berne. *Il n'est pas facile de vendre la question climatique alors que l'économie est encore fragile, souligne Jean-Claude Hourcade économiste au CNRS et rapporteur pour le GIEC. L'économie est dépressive, on n'investit plus dans les infrastructures. La transition énergétique peut y remédier. Si on met le paquet, les investisseurs seront rassurés. C'est avant tout une question de crédibilité et cela demande une volonté politique.* À quelques semaines de COP21, nos dirigeants sont prévenus. ■

# LE CARBONE N'A PLUS LA COTE

Et si les actifs du secteur des énergies fossiles perdaient toute valeur ? C'est un risque auquel pourraient être exposés les investisseurs dans les prochaines années. Au-delà des arguments éthiques, l'argument économique pourrait bien être le meilleur allié du climat.

Julien Collinet

Depuis un an, le cours du pétrole est en chute libre et atteint des taux historiquement bas. Il n'en fallait pas moins pour qu'une hypothèse singulière circule dans les marchés financiers : pourtant habituée à limiter sa production pour maintenir les prix du pétrole, l'Arabie Saoudite aurait, cette fois, décidé de ne pas agir, redoutant qu'un jour son pétrole soit invendable. En quelques mois, le prix du baril de pétrole a été divisé par deux, passant sous la barre symbolique des 50 dollars, le ministre du Pétrole saoudien, Ali Al Naimi, affirmant même qu'il serait prêt à supporter un baril à 20 dollars. Une grande braderie ? Il y a peu de risques, soutient Carole Mathieu, chercheuse à l'IFRI mais le simple fait que l'on pose la question peut changer leur stratégie sur le long terme. Alors que l'on imaginait encore, il y a dix ans, une pénurie pétrolière à brève échéance, les compagnies se sont lancées dans une course folle à l'exploitation de nouveaux gisements : sables bitumineux au Canada, pétrole de schiste aux États-Unis, forages en eaux profondes en Chine, au Brésil, en Antarctique... Tant et si bien que 11 millions de barils sont produits chaque jour. La production pétrolière américaine à elle seule a augmenté de 4 millions de barils par jour en quatre ans. L'explication de la chute des cours pétroliers est peut-être plus à chercher du côté de cette surabondance. Et la méfiance des actionnaires ne cesse d'augmenter. Ces chantiers d'exploration ont un coût considérable pour des résultats parfois nuls. Les prospections de Shell en Antarctique ont coûté la bagatelle de 5 milliards d'euros, sans pour autant produire le moindre baril ; Total suspendait en 2014 les travaux sur un gisement au Canada, jugé trop coûteux et estimé à 11 milliards d'euros.

### 6000 milliards de dollars en fumée

Par ailleurs, la possibilité d'un futur accord sur le climat respectant le cap des 2°C (voir p. 4) imposerait de laisser sous terre entre 60 et 80 % des réserves d'énergies fossiles. Selon le think-tank Carbon tracker, ce sont 6000 milliards de dollars qui pourraient s'envoler en fumée. La menace d'une bulle « carbone » semble bel et bien réelle. Les énergies fossiles restent encore très largement financées par les États. Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé à près de 500 milliards de dollars, les subventions publiques accordées au secteur des énergies (subventions directes et incitants fiscaux). Pire encore, conjuguées au coût des effets externes, tels que la pollution locale, ou encore aux conséquences sur la santé, ces subventions atteignent 4900 milliards de dollars ! Si ces aides publiques sont un jour remises en cause, des mesures restrictives pourraient également voir le jour. Parmi celles-ci, l'instauration d'une taxe carbone internationale, qui pourrait rendre les énergies fossiles beaucoup trop chères par rapport à leurs homologues renouvelables. *Mais il faudrait une taxe réellement significative, affirme Nathalie Desbrosses, responsable d'analyse des marchés chez Enerdata, un cabinet consultant de grands gaziers ou encore le ministère belge de l'Énergie. C'est surtout du côté du charbon (responsable à lui seul de près de 50 % des émissions de CO2) que l'avenir semble s'assombrir.* Fin juin, le groupe Vattenfall allemand renonçait à l'exploitation d'un gisement de plusieurs milliers d'hectares promettant des dizaines d'années de production. Même la Chine, le premier consommateur mondial, qui a construit une grande partie de sa puissance économique sur la houille, voit, pour la première fois, sa demande en charbon reculer. *Cela s'explique en partie par le ralentissement économique et par les fortes précipitations enregistrées en 2014, qui ont provoqué l'augmentation de la part d'énergie hydraulique, poursuit Nathalie Desbrosses. Et la demande en charbon progresse fortement dans les pays en voie de développement comme l'Inde. Tant que le prix du charbon restera faible, il ne faut pas s'attendre à un recul. « Business as usual ! » Le charbon a malgré tout de beaux jours devant lui.* ■



© Sebastiano Barbosa